Cote du document: EB 2020/129/INF.9

Date: 22 avril 2020

Distribution: Publique

Original: Anglais



Discours d'ouverture et informations actualisées sur la COVID-19 Le Président, Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session Rome, 20-23 avril 2020

Pour: **Information**

Discours d'ouverture et informations actualisées sur la COVID-19

Chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite officiellement la bienvenue à la cent vingt-neuvième session du Conseil d'administration du FIDA.

Je tiens à vous remercier en particulier pour votre souplesse et la rapidité avec laquelle vous avez répondu à notre proposition de tenir la présente session en mode virtuel.

Nous allons aussi expérimenter l'interprétation virtuelle. Je crois savoir que le Bureau du Secrétaire a pris contact avec vous pour faire en sorte que vous disposiez de la toute dernière version du logiciel Zoom. Ce dispositif est inédit et notre équipe technique fera de son mieux pour que tout fonctionne de manière harmonieuse, mais je sollicite votre indulgence au cours de la réunion. Je vous prie de vous armer de patience et je suis convaincu, si le destin nous l'accorde, que tout se passera bien.

Permettez-moi de souhaiter particulièrement la bienvenue aux représentants nouvellement accrédités:

- pour l'Argentine, M. Carlos Bernardo Cherniak, Ambassadeur et Représentant permanent de la République argentine auprès de la FAO, du FIDA et du PAM, et
- pour l'Égypte, M. Ramzy Steno, Conseiller agricole et Représentant permanent adjoint de la République arabe d'Égypte auprès du FIDA.

Je tiens également à vous informer que le Bangladesh remplace le Pakistan en qualité de membre suppléant de l'Inde auprès du Conseil d'administration. Permettez-moi d'accueillir, à cette occasion, M. Manash Mitra, Conseiller économique, Représentant permanent suppléant de la République populaire du Bangladesh auprès du FIDA.

Avant de commencer notre programme officiel, je me permets, Mesdames et Messieurs, de vous demander d'observer une minute de silence à la mémoire de l'Ambassadeur Antonio Vargas Hernández, Gouverneur et Représentant au Conseil d'administration du FIDA pour la République dominicaine. Don Antonio faisait partie de la famille du FIDA et était pour beaucoup d'entre nous un ami cher, qui s'était engagé avec dévouement à améliorer la vie de nombreux ruraux pauvres. Il nous manquera.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de fixer le cadre de nos débats d'aujourd'hui et de vous faire découvrir un message vidéo venu d'une autre partie de la famille du FIDA touchée par la pandémie actuelle — l'Association des agriculteurs d'Asie. Sachant le rôle que joue le FIDA dans la mobilisation de l'appui des donateurs et des partenaires de développement, l'Association sollicite l'appui du Fonds en vue de la reproduction à plus grande échelle de l'action menée au niveau local pour que la priorité soit accordée à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux petits producteurs — pour que les personnes soient au centre de l'attention — et en vue de l'atténuation des risques auxquels font face les communautés avec lesquelles nous collaborons.

Mesdames et Messieurs,

Je vais maintenant vous présenter les dernières informations sur la COVID-19. Lors de notre dernière réunion en décembre dernier, aucun d'entre nous n'aurait pu imaginer que notre réunion suivante se tiendrait à distance, alors que nous sommes pour la plupart confinés chez nous. Cette pandémie mondiale nous rappelle qu'en cela, nous sommes tous unis, riches ou pauvres, donateurs ou bénéficiaires, urbains ou ruraux, aux quatre coins du monde. La COVID-19 a été comparée par certains à un tsunami et je pense que cette comparaison n'est pas exagérée. Mais s'il est une leçon que les tsunamis nous ont enseignée, c'est que la première vague n'est généralement pas la

plus destructrice. Et malheureusement, dans le cas présent, la deuxième vague approche déjà. La récession économique qui se profile à l'horizon et la perspective d'une dépression laissent augurer de sombres heures pour la pauvreté et la faim dans le monde.

Parmi les nombreux scénarios envisagés, l'extrême pauvreté risque fort d'augmenter de 20% rien que cette année, ce qui entraînerait une hausse brutale de l'insécurité alimentaire. Les progrès accomplis ces 30 dernières années en matière de développement pourraient être réduits à néant, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud étant les plus durement touchées. L'ordre du jour du Conseil met l'accent sur plusieurs questions. Notre monde a manifestement changé et le FIDA doit donc s'adapter. Les conséquences économiques de la crise sont immenses pour nos États membres et elles le sont encore plus pour les populations rurales pauvres au service desquelles nous œuvrons.

Nous savons que notre action sera plus utile que jamais, mais dans quelle mesure la nouvelle réalité coïncide-t-elle avec les plans d'avenir du FIDA? Quelles sont les conséquences techniques, opérationnelles et financières de la COVID-19 pour le FIDA? Et enfin, il se pose une question qui, je le sais, est présente dans tous les esprits: comment allons-nous poursuivre la Douzième reconstitution des ressources (FIDA12)?

Tel est le contexte dans lequel nous examinerons les points de notre ordre du jour, notamment le plan d'investissement axé sur les capacités; la collaboration du FIDA avec le secteur privé — y compris l'approbation du Cadre relatif au secteur privé; l'investissement proposé dans le Fonds pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC); l'allocation de 25 millions d'USD sous forme de dons à titre de fonds de démarrage pour le secteur privé; et d'autres nouvelles initiatives, dont, bien entendu, le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP+).

En cette période d'incertitude mondiale, je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Mais j'ai été frappé, en préparant cette session du Conseil d'administration, par l'idée que le moment était peut-être venu de revenir aux fondamentaux, qu'il était peut-être temps pour nous — Conseil d'administration et direction — de réexaminer et de reconfirmer ensemble l'avenir que nous voulons pour le FIDA, en particulier dans ce monde en mutation. Pas seulement pour la présente reconstitution des ressources (FIDA12), mais pour les années à venir.

Nous avons déjà reçu trois demandes d'allégement de la dette et d'autres sont attendues. D'autres institutions financières internationales prennent diverses dispositions pour donner suite aux mesures récemment adoptées par le G20. La menace imminente d'une récession et les impacts socio-économiques de la COVID-19 auront probablement pour effet d'accroître le nombre de pays admis à bénéficier du Cadre pour la soutenabilité de la dette.

Que les choses soient claires: nous nous félicitons de ces mesures financières et des interventions encore plus robustes devraient suivre. Dans le même temps, à moins que des dispositions compensatoires ne soient prises, la mise en œuvre de ces mesures pourrait compromettre gravement la viabilité financière du FIDA. Et, du point de vue programmatique, la pandémie exige une adaptation de notre proposition de valeur actuelle.

Compte tenu de ces questions de fond, nous nous sommes demandé s'il conviendrait de reporter la session de la reconstitution prévue en juin. Je voudrais entendre vos points de vue à cet égard. Évidemment, si le report de la session de juin recueille la préférence des participants, nous devrons consulter les membres de la Consultation sur la reconstitution des ressources et rechercher des dates susceptibles de convenir à tous. Un report permettrait de disposer du temps nécessaire à une analyse plus approfondie de l'impact probable de la pandémie et de ses conséquences sur les opérations et la viabilité financière du FIDA, et d'intégrer aux documents soumis à la session les enseignements que nous aurons tirés de cette situation.

Si nous décidons de ne pas différer la deuxième session, le calendrier des troisième et quatrième sessions, y compris les annonces de contributions, pourrait être arrêté à cette occasion. Je vous invite à y réfléchir et j'attends avec le plus grand intérêt vos avis sur la question.

Mesdames et Messieurs,

Ne laissons pas la pandémie réduire à néant les années de travail constructif accompli avec nos partenaires pour réduire la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire dans les zones rurales. Nous n'avons d'autre choix que de nous préparer à affronter les dangers actuels et futurs – pensons notamment à l'impact des changements climatiques et aux criquets qui menacent en ce moment les cultures et la sécurité alimentaire de millions de personnes en Afrique de l'Est.

Aujourd'hui, plus que jamais, la situation nous rappelle l'importance de la coopération internationale et la nécessité d'un système multilatéral solide à l'échelle mondiale – non seulement pour faire front avec une force et une unité accrues, mais aussi pour modeler notre avenir commun.

Le FIDA remercie ses États membres pour l'appui constant qu'ils lui apportent afin que la riposte mondiale à la COVID-19 inclue le renforcement de la résilience — au niveau des ménages, des communautés et des systèmes alimentaires. Le lien entre la qualité de la nutrition et la santé humaine est absolu et indéniable. Et la qualité de la nutrition dépend de systèmes alimentaires productifs, durables et inclusifs.

Dans ce contexte, les investissements réalisés aujourd'hui par la communauté internationale nous permettront non seulement de réagir à la crise actuelle, mais aussi de mieux nous préparer à l'avenir.

Nous avons l'occasion de modeler des interventions appropriées: il ne s'agit pas seulement de prendre en compte les besoins immédiats, mais de créer de l'emploi et des petites entreprises qui augmentent les possibilités d'emploi dans les zones rurales, tout en améliorant la productivité agricole et en préservant l'approvisionnement alimentaire futur des populations, tant rurales qu'urbaines.

Je veux vous assurer que dans tout ce que nous entreprenons, le FIDA agira en partenariat avec les gouvernements de nos États membres, avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), en particulier au niveau national, avec les équipes de pays des Nations Unies et, bien entendu, avec nos collègues des organismes ayant leur siège à Rome.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous faire maintenant le point sur la situation au FIDA. Fort heureusement, une seule personne a été testée positive à la COVID-19 au sein de l'institution, et elle est aujourd'hui tout à fait guérie. Au total, 567 membres du personnel sont en télétravail depuis leur lieu d'affectation, 65 depuis leur pays d'origine, et 18 depuis des pays tiers.

Sur le plan opérationnel, les opérations ont connu quelques perturbations ou un arrêt partiel dans la plupart des pays où nous intervenons. Nous avons collaboré très étroitement avec les gouvernements pour que les zones rurales et le développement agricole ne soient pas retirés de la liste des priorités en cette période difficile. Au Bangladesh, par exemple, le FIDA a œuvré avec le Gouvernement pour faire en sorte que le plan national d'action prévoie le maintien du transport et de la logistique pour les produits agricoles.

Sans surprise, les demandes d'appui adressées au FIDA par les États membres ont augmenté. À ce jour, nous avons reçu des demandes émanant de plus de 100 projets, répartis sur 65 pays, en vue de la réallocation de fonds, de l'obtention de fonds supplémentaires ou encore de l'extension de la durée des projets. Il est notamment

question de redéfinir les objectifs des projets afin de contribuer au relèvement à long terme ou d'envisager une restructuration de la dette et de nouveaux besoins d'emprunt.

Il est essentiel de souligner que les demandes qui nous sont adressées appellent à l'adoption de mesures immédiates, sans toutefois entrer dans le champ de l'action humanitaire à proprement parler. En d'autres termes, nous n'avons pas le temps et nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre la réponse humanitaire pour démarrer la phase de relèvement ou d'après-crise. Parmi les grandes initiatives nouvelles que nous proposons, notre nouveau Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres a été mis au point pour atténuer les effets de la COVID-19 sur la production, ainsi que sur l'accès au marché et l'emploi rural. Le mécanisme a été conçu pour compléter le cadre d'action socio-économique des Nations Unies, qui fait suite à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'ONU en faveur de la solidarité et de la mise en place d'une action mondiale concertée.

Ce Mécanisme de réaction rapide apportera une réponse aux besoins immédiats des petits producteurs dans les 18 prochains mois, face à la crise provoquée par la COVID-19. Il est par conséquent limité dans le temps. Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des ruraux pauvres, en veillant à ce qu'ils aient accès en temps opportun aux intrants, à l'information, aux marchés et aux liquidités.

Le Mécanisme mettra avant tout l'accent sur les bénéficiaires des projets du FIDA, l'objectif étant que les résultats obtenus au niveau des projets ne soient pas perdus et que les projets puissent être adaptés aux nouvelles circonstances. Nous proposons que le FIDA lance ce Mécanisme en le dotant de 40 millions d'USD à titre de financement de démarrage. Nous recherchons un appui additionnel auprès des États membres et d'autres partenaires, en vue de mobiliser quelque 200 à 250 millions d'USD.

Mesdames et Messieurs,

Durant la période couverte par FIDA10, de 2016 à 2018, environ 26 millions de ruraux ont pu accroître leur résilience grâce aux projets du FIDA. Il ne faut pas que ces acquis soient perdus.

Nous savons que chacune des questions que nous aborderons au cours des trois prochains jours devra être examinée à travers le prisme de la COVID-19. Alors que nous nous tournons vers l'avenir, nous devons chercher les moyens de renforcer la résilience des communautés rurales face aux chocs et d'encourager leur autonomie, tout en apportant une meilleure contribution aux programmes de protection sociale.

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. En agissant tout de suite, nous pouvons faire en sorte que la pandémie actuelle ne se double pas d'une crise mondiale encore plus grave, se traduisant par la pauvreté et la faim.

Je vous remercie.